

**10 avril 1999**

## Questionnements stratégiques



À travers le Forum intersyndical et le livre de Jean-Marc Piotte, *Du combat au partenariat*, le débat est ouvert sur une nécessaire réorientation de la stratégie syndicale. Le RAP, par une assemblée publique sur la fiscalité, lance le débat pour un budget alternatif. Au sein de l'organisation de la Marche des femmes pour l'an 2000, on sent une tension entre donner la priorité à une loi anti-pauvreté ou à l'équité salariale. Ces questionnements ne sont pas les seuls mais ils sont déterminants pour la suite des choses.

### Du partenariat à quel combat ?

Chez plusieurs militant(e)s des syndicats — le Forum intersyndical est leur principal lieu de rassemblement — un consensus s'établit sur l'échec de la stratégie du partenariat avec le patronat et le PQ. L'acceptation de la politique du déficit zéro par les directions syndicales en a été la catastrophique conséquence. Les contre-offres patronales-gouvernementales dans le secteur public en sont le fruit amer. Cet échec crée un vide, d'où le réflexe d'en revenir au syndicalisme de combat idéalisé des années 60 et 70. Le livre de Jean-Marc Piotte a le mérite, non seulement de rejeter la stratégie du partenariat tout en le disséquant, mais aussi de jeter un regard critique sur le syndicalisme de combat d'antan, lui aussi un échec.

Selon l'article de Pierre Dubuc dans *'Aut'Journal*, Jean-Marc Piotte souligne l'inadéquation du syndicalisme de combat pour le secteur privé, étant donné la menace permanente des fermetures d'usines. Il souligne aussi le peu de cas que ce type de combat faisait des intérêts professionnels des syndiqué(e)s et surtout des usagers/ères des services publics. Ces pistes sont pertinentes en autant qu'elles ne mènent pas à valoriser les Fonds de solidarité qui auraient le pouvoir d'empêcher les fermetures, alors qu'on sait fort bien que ces Fonds ou bien refusent d'investir dans les cas que le *marché* juge désespérés, ou bien investissent, de concours avec les fonds publics, tout en exigeant des baisses d'effectifs, de salaire et de conditions de travail.

On remarque d'ailleurs que le mouvement syndical a commencé à corriger d'instinct certaines insuffisances. La CEQ a mis en première ligne l'équité salariale, liant ainsi lutte syndicale et lutte des femmes. Toute critique des revendications spécifiques de la CEQ ou de ses prétendues manœuvres corporatistes machiavéliques ne doivent pas

perdre de vue ce fait stratégique de première importance. Les syndicats des Cégeps appuient et même participent quelque peu aux luttes étudiantes malheureusement divisées par le sectarisme de la direction du MDE.

Reste aux syndicats de la santé à mieux prendre en compte les besoins de la population. Les syndicats des infirmières font un pas dans cette direction en luttant contre le temps supplémentaire et pour des postes à temps plein, ce qui garantit une meilleure présence aux malades tout en créant des nouveaux emplois digne de ce nom pour les jeunes graduées. Il faudra penser à une stratégie gréviste qui rallie les usagers/ères, comme l'occupation des hôpitaux dont on aurait chasser les administrations.

Le PDS a beaucoup à dire dans ce débat. La proposition d'une campagne des *dix milliards \$ maintenant pour les services publics, l'équité salariale et l'emploi* unifierait une grande partie des revendications sectorielles des syndicats du secteur public et aussi des mouvements de femmes, environnementaux, des exclu(e)s, de quartier et des régions. En ce qui concerne le difficile problème des luttes syndicales dans le secteur privé, nos revendications du 32 heures payées 40, de la nationalisation des secteurs stratégiques, comme les télécommunications (Bell), le refus de la sous-traitance à moins qu'elle se fasse aux mêmes salaires et conditions de travail et sans congédiement (téléphonistes), et la syndicalisation sectorielle ou multi-patronale sont des revendications de notre programme qui non seulement répondent à ces luttes mais qui permettent aussi leur politisation parce qu'elle requièrent des interventions législatives.

Il est impérieux pour le PDS de s'inscrire dans ce débat, en en faisant l'objet de discussions dans ces instances, en particulier les commissions et comité syndicaux, en intervenant dans les forum et réunions syndicales, en se liant aux luttes et en invitant des porte-parole des secteurs en lutte lors des assemblées préparatoires au congrès de juin.

Il serait aussi opportun de rappeler qu'une faille stratégique du syndicalisme de combat d'antan a été le refus de contribuer à fonder un parti de masse des travailleurs et travailleuses au profit du soutien à un parti national-populiste acquis au respect des balises fixées par le patronat. Il ne faudrait pas remplacer cette erreur monumentale par une autre tout aussi grossière qui serait d'appuyer un parti social-démocrate acquis au respect des normes néolibérales du déficit zéro, du remboursement de la dette et du libre-échange et tout aussi mou que le PQ face à l'indépendance, peu importe son verbiage anti-néolibéral.

### **Un budget alternatif, même en temps de crise**

Le RAP, en s'associant à l'économiste Peter Bakvis de la CSN, fait la promotion de *l'Alternative budgétaire pour le gouvernement fédéral* mise au point par le Canadian Center for Policy Alternatives. Ce budget alternatif met de l'avant que les surplus devraient être dépensés non pas pour financer le remboursement de la dette ou des baisses d'impôt mais pour augmenter les dépenses de programme, surtout les

dépenses sociales. Très exactement, il propose, pour 1999-2000, 20 milliards \$ de plus en dépenses de programme que le réel budget Martin, dont 16 milliards \$ seraient financés par les surplus anticipés et 4 milliards \$ par une augmentation des revenus induite par la stimulation de l'économie due à l'affectation des surplus aux dépenses, le tout étant accompagné d'une modeste mais non moins réelle amélioration de l'équité fiscale.

Cette proposition se marie tout à fait à la proposition de campagne des 10 milliards du PDS, même en ce qui regarde l'ampleur des montants. Comme le quart des 20 milliards de dépenses supplémentaires reviendrait au Québec, il s'agit de faire l'hypothèse très raisonnable que les dépenses sociales du gouvernement du Québec soient augmentées de 5 milliards en 1999-2000 pour arriver à un total de 10 milliards de plus de dépenses publiques au Québec. La base d'entente est donc large.

La difficulté de l'Alternative budgétaire est ailleurs. L'Alternative repose entièrement sur l'existence d'un surplus. Que ce surplus ne se matérialise pas parce que le Canada et le Québec plongeraient dans une crise, l'Alternative budgétaire s'effondre. Les partisans de l'Alternative prévoient-ils alors avoir recours à des déficits ? L'Alternative prévoit une baisse du ratio dette/PIB de 60% à 50% puis ensuite sa stabilisation à ce niveau. Ce respect sacré de la dette impose, au pire, l'équilibre budgétaire, au mieux, de petits déficits qui suffiront tout juste à maintenir le niveau des dépenses sociales, certainement pas à les augmenter.

Mais peut-être, qu'au pied du mur, ces réformistes des beaux jours consentiront-ils, en temps de crise, à de substantiels déficits qui replongeront l'État dans les griffes d'un capital financier trop heureux d'abandonner son discours du déficit zéro pour des placements surs engraisés grâce aux intérêts provenant des payeurs de taxes ?

L'hypothèse d'une crise hâtive n'est pas farfelue. Le Japon et les ex-tigres et dragons asiatiques sont en profonde récession, la Russie, le Brésil et l'Afrique du Sud sont en crise, l'Allemagne, la Grande-Bretagne et l'Italie n'en sont pas loin, la Chine et l'Inde voient leur croissance sérieusement ralentir. Seul les ÉU, le Canada et quelques autres pays bénéficient d'une croissance stable depuis la grande frousse du début de l'automne dernier. Le Canada s'accroche à la croissance fulgurante de ses exportations vers les ÉU qui, eux, sont drainés par l'épargne mondiale qui s'y réfugie, en plus d'être dopés par la spéculation boursière qui y encourage l'endettement record des ménages.

Le PDS, quant à lui, ferait reposer sa proposition de campagne des dix milliards, non pas sur l'existence d'hypothétiques surplus mais sur les besoins pressants et immédiats des classes ouvrière et populaire. Tant mieux s'il y a des surplus, tant pis s'il n'y en a pas : ou bien on gèlera le paiement des intérêts sur la dette publique, ou bien on taxera les profits, les revenus et la patrimoine des riches à la planche.

C'est là d'ailleurs un autre tendon d'Achille de l'Alternative budgétaire en plus du sacrosaint respect de la dette. Elle ne veut pas toucher à l'ALÉNA, préférant argumenter qu'il y a une marge de manœuvre pour taxer davantage la bourgeoisie sans provoquer de

fuite de capitaux. Étant donné que l'effort fiscal québécois (recettes fiscales totales de tous les paliers de gouvernement par rapport au PIB) est supérieur à celui de chacune des provinces canadiennes et très supérieur à celui des ÉU — à moins que le gouvernement du Québec ne mente effrontément — il n'y a pas de marge de manœuvre significative à moins de s'attaquer de front au libre-échange en sortant de l'ALÉNA et en nationalisant les banques.

En attendant, anticapitalistes et sociaux-démocrates peuvent et doivent marcher ensemble. Quand la bise sera venue, on verra comment se réajusteront nos alliés qui auront été prévenus. Que l'on propose donc au RAP de faire avec nous la campagne des dix milliards et que nous fassions avec eux la campagne pour des élections à la proportionnelle intégrale, c'est-à-dire sans seuil minimum.

### **Équité salariale ou loi anti-pauvreté ?**

La Marche des femmes de 1995, qui redonna l'espoir au peuple, femmes et hommes, s'est enlisée dans le piège de *l'économie sociale*. La Marche mondiale des femmes de l'an 2000 s'enlisera-t-elle dans le piège d'une loi anti-pauvreté ? Les femmes, et les hommes de bonne volonté, se mobiliseront-elles pour une chimère technocratique qui fera les délices des officines gouvernementales et populaires pendant des années ? Ou bien se mobilisera-t-on pour ce qu'exigent les bases, soit l'équité salariale et un revenu minimum garanti dans la dignité faute de plein emploi ?

L'équité salariale a cette rare qualité d'être immensément populaire et tout à la fois profondément anti-capitaliste. Rien d'étonnant que tant les gouvernements fédéral et provincial et le plus grand monopole canadien, BCE, s'acharnent obstinément contre elle. L'équité salariale pose les conditions matérielles de l'égalité femme-homme, annonçant par là la rupture de la plus profonde division au sein des classes dominées depuis l'apparition de l'exploitation. Mettre la question de l'équité salariale au centre de la lutte du secteur public, c'est non seulement sortir cette lutte de l'ornière du corporatisme mais c'est s'assurer la mobilisation de cette moitié la plus exploitée et opprimée du peuple.

Ce n'est pas un hasard qu'en ce moment téléphonistes, travailleuses de garderie et infirmières donnent le ton de la riposte contre les politiques néolibérales privées et publiques. Si les femmes secouent la prostration dans laquelle les a plongées l'offensive néolibérale avec son cortège de misère et de violence, le capital a raison de trembler.

Les démocrates sincères comprennent le scandale d'une société riche qui laisse une partie de ses citoyen(ne)s dans la faim et dans la rue. Face au Canada et au Québec, l'ONU s'en est émue en décembre dernier, surtout en ce que concerne les enfants, qui sont en grande partie ceux des femmes monoparentales. Il y a donc danger d'une large mobilisation allant chercher jusqu'aux partisans d'un capitalisme à visage humain qui peuvent, par ailleurs être très antisyndicaux. Ce danger pour le capital appelle la

diversion de la loi anti-pauvreté ou encore du revenu de citoyenneté sur lequel s'entendent désormais le plus radical des syndicalistes et le plus radical des capitalistes.

Il est important pour le PDS de ramener le débat sur la pauvreté à celui du plein emploi, avec généreuses assurances sociales à l'avenant, à défaut de quoi il appartient à l'État de garantir le revenu minimum de la dignité, qu'on peut situer au seuil de faible revenu de Statistique Canada.

Le PDS sera-t-il présent dans ces débats ? Il se peut que nos alliés manquent d'enthousiasme à nous voir y participer. À nous de faire preuve d'initiative et d'audace.

Marc Bonhomme, 10/04/99